
**D'étude d'état des lieux des infrastructures de base, des dynamiques de
prévention et de gestion des conflits et des cadres de concertation
transfrontalière de gestion pacifique**

D'étude d'état des lieux des infrastructures de base, des dynamiques de prévention et de gestion des conflits et des cadres de concertation transfrontalière de gestion pacifique	1
0. Liste des sigles et abréviations.....	2
1. Contexte.....	3
2. Mission du contractant	5
3. Conception.....	7
Conception technique et méthodologique.....	7
Gestion de projet du contractant (1.6)	8
4. Concept de ressources humaines	8
Consultant national, chef de mission : expert en développement local	9
Expert en gestion des conflits dans des contextes fragiles et transfrontalier	10
Tâches de Expert en gestion des conflits dans des contextes fragiles et transfrontalier	10
Qualifications de Expert en gestion des conflits dans des contextes fragiles et transfrontalier	10
Qualifications de Expert en coopération transfrontalière, mise en œuvre des mécanismes et procédure de gestion transfrontalière pacifique des conflits.....	11
Pool d'expert·e·s en mission de courte durée, composé d'au moins 09 enquêteurs....	12
5. Consignes de calcul	13
Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement	13
Aspects de durabilité en matière de voyages	13
Consultant national, chef de mission : expert en développement local	14
Désignations : Expert en gestion des conflits dans des contextes fragiles et transfrontalier	14
6. Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs	15
7. Consignes relatives au format de l'offre.....	15
8. Traitement en sous-traitance de données à caractère personnel	16
9. Annexes	16

0. Liste des sigles et abréviations

Conditions générales	Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
JE	Jour(s) d'expert·e
TdR	Termes de référence

1. Contexte

Les dynamiques transfrontalières dans la zone Sikasso, Korhogo, Bobo-Dioulasso et Wa (SKBoWa) reposent sur les relations et les liens socioculturels qui existent entre les populations frontalières. Ces liens sont à l'origine de plusieurs interactions et de la mobilité transfrontalière.

Pour soutenir ces dynamiques et renforcer la résilience et la coopération transfrontalière, le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) et l'Union Européenne ont cofinancé l'action multi-donateurs « Régions transfrontalières pacifiques et résilientes dans les pays sahélo-côtières Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali - Coopération transfrontalière SKBoWa (Sikasso - Korhogo - Bobo Dioulasso - WA) ». Cette action multi-donateurs sera mise en œuvre par la GIZ.

L'action est intégrée dans les deux programmes du BMZ intitulés « Programme Décentralisation et Cohésion Sociale (PDCS) » et « Programme Développement de l'Agriculture (PDA) » **au Burkina Faso**.

D'autres projets/programmes mis en œuvre par la GIZ participent à sa mise en œuvre dans les pays concernés. Il s'agit :

- **En Côte d'Ivoire** avec le programme financé par le BMZ « Renforcer la résilience dans le nord de la Côte d'Ivoire » (ProRES) ;
- **Au Ghana** avec les programmes financés par l'UE et le BMZ « Resilience against Climate Change » (MOVE-REACH), « Sustainable Employment through AgriBusiness (AgriBiz) », composante « Market-oriented Agriculture Programme (MOAP-NW) », et « Participation, accountability and integrity for a resilient democracy » (PAIReD) ;
- **Au Mali** avec les programmes financés par le BMZ « Programme de Décentralisation et Bonne Gouvernance » (PADRE) et Programme « Renforcement du Système national de conseil et de formation agricole au Mali » (PASSIP) ainsi que le programme suprarégional financé par le Ministère fédéral allemand des affaires étrangères « Programme Frontalier de l'Union africaine (PFUA) ».

Le projet SKBoWa, qui vise à réduire l'impact des conflits locaux dans les zones frontalières par l'amélioration des conditions de la sécurité humaine dans des zones frontalières est structuré autour de quatre (04) volets :

- La promotion de la gouvernance locale ;
- La promotion de la sécurité et de la cohésion sociale ;
- La promotion du développement économique local ;
- Un dispositif d'Analyse et de Plaidoyer Territorial.

Pour rappel, un atelier de planification a eu lieu du 10 au 11 juillet 2024 à Ouagadougou. Cet atelier a regroupé l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet SKBoWa à savoir les responsables des projets et programmes de la GIZ chargés de la mise en œuvre du projet, ainsi que des partenaires politiques du Burkina Faso, du Mali, de la Côte d'Ivoire et du Ghana.

A l'issue dudit atelier, des paquets d'activités ont été identifiés par volet. Ces paquets d'activités doivent être déclinés en plan opérationnel en rapport avec les acteurs régionaux et locaux.

Aussi, le 02 août 2024, une réunion de présentation du Projet « SKBoWa » a eu lieu au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (MAECI), sous la présidence du Directeur Europe du MAECI et en présence de l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Mali et le Chef de Coopération à la Délégation de l'Union européenne au Mali.

A l'issue de cette rencontre, le leadership pour la mise en œuvre du projet a été confié au ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation qui a par suite soumis au MAECI un plan de travail. Une activité importante du plan proposé est la planification opérationnelle des activités de concert avec l'ensemble de parties prenantes régionales et communales.

Pour mener à bien cette activité importante, le PADRE III et le PASSIP ont organisé un atelier de présentation et de planification du projet SKBoWa avec les acteurs régionaux, locaux et communaux des régions de Sikasso, Bougouni et de Koutiala, régions frontalières avec la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

Cette activité a permis de :

- Présenter et échanger sur la structuration du Projet SKBoWa ;
- Procéder à l'élaboration du plan opérationnel pour les Volets 1, 2 et 3 relatifs à la contribution du PADRE III et du PASSIP à la mise en œuvre du projet ;
- Valider le choix des communes d'intervention et des filières ;
- Identifier les pistes de synergies entre espaces transfrontaliers et pays frontaliers ;
- Faire une répartition des responsabilités dans l'exécution du plan opérationnel.

Afin d'amorcer la mise en œuvre des activités déclinées dans le plan d'action opérationnel, il convient entre autres :

- D'établir un diagnostic fonctionnel et organisationnel des infrastructures sociales de base dans les 3 zones transfrontalières (espace kénéDougou, espace Loulouni-Ouéléni et l'espace Badenya), pour le Volet **Promotion de la gouvernance locale**.
- De procéder à l'identification des acteurs et des mécanismes de prévention et résolutions des conflits au niveau local (gestion foncière, migration, transhumance, ...) dans les 3 espaces ci-dessus cités, pour le Volet **Promotion de la sécurité et de la cohésion sociale**.

Cette activité préalable, au-delà de son caractère d'établissement de l'état des lieux et de consolidation des connaissances empiriques se doit aussi faire des propositions concrètes d'activités allant dans le sens :

- Du rétablissement des infrastructures de base des services sociaux de base et contribuant à l'atteint du résultat 1.1: « **Renforcement des capacités des CT et des acteurs étatiques à fournir des services**

sociaux de base et des infrastructures axées sur la demande et l'inclusion » ;

- De la proposition d'actions/mécanismes de prévention et de résolution des conflits transfrontaliers en lien avec l'exploitation des ressources naturelles et contribuant également à l'atteinte du résultat 2.1 : ***« Concertation des structures et de initiatives civiles locales et transfrontalières de gestion pacifiques des conflits potentiellement violents, en particulier les conflits liés aux ressources naturelles et les conflits fonciers ».***

Afin d'y parvenir, le paquet pays Mali du projet SKBoWa dont les volets 1 et 2 sont mis en œuvre par le projet PADRE III/GIZ entend recruter un bureau d'étude pour réaliser l'étude d'état des lieux décrite ci-dessus.

2. Mission du contractant

Le contractant est responsable de la fourniture des prestations suivantes :

Réaliser un diagnostic et dresser l'état des lieux des connaissances existantes en matière de renforcement des capacités des CT et des acteurs étatiques à fournir des services sociaux de base, des infrastructures axées sur la demande inclusive, prenant en compte la concertation des structures, des initiatives civiles locales et transfrontalières de gestion pacifique des conflits potentiellement violents, en particulier les conflits liés à la gestion des ressources naturelles et au foncier.

De façon spécifique, il s'agit de :

- collecter et analyser les données et informations existantes sur les services sociaux de base (l'état des infrastructures, fonctionnement dans la fourniture des services, mode de gouvernance, fonctionnement des comités de gestion, etc.) dans les 3 espaces transfrontaliers ;
- collecter et analyser les données et informations existantes sur les dynamiques endogènes et exogènes sur les mécanismes de prévention et de gestion de conflit (l'état des lieux des conflits latents, cartographie des acteurs en présence, état des lieux des initiatives civiles de gestion des conflits, etc.) dans les 03 espaces transfrontaliers ;
- collecter et analyser les données sur les mécanismes et cadre de concertation transfrontalières de prévention et gestion pacifique des conflits potentiellement violents, en particulier les conflits liés à la gestion des ressources naturelles et les conflits fonciers ;
- au regard des données collectées et analysées, identifier les infrastructures prioritaires par espace transfrontalier et proposer une démarche d'appui opérationnel pour la réhabilitation des infrastructures des services sociaux de base (par exemple la réhabilitation des petites infrastructures municipales, l'amélioration de l'accessibilité physique, l'appui l'amélioration des services publics ou au fonctionnement de comités de gestion etc.) ;
- Au regard des données collectées et analysées, proposer une feuille de route pour le renforcement des capacités des acteurs des collectivités territoriales et des services déconcentrés de l'État, ainsi que les structures transfrontalières sur les

droits et devoirs des citoyens/nes afin d'améliorer la qualité et l'accessibilité non discriminatoire des services et infrastructures sociaux de base ;

- Au regard des données collectées et analysées, identifier les mécanismes pertinents de prévention et de gestion des conflits et proposer une démarche d'appui opérationnel prenant en compte les mécanismes endogènes de prévention et de gestion des conflits ;
- Proposer une démarche de renforcement des capacités des acteurs sur les thèmes transversaux (DH, LNOB, Do No Harm, égalité de genre, migration, ...) dans les zones frontalières à travers divers canaux ;
- Proposer une démarche de mise en place ou d'appui aux mécanismes ou cadres de concertation transfrontalières de gestion pacifiques des conflits potentiellement violents, en particulier les conflits liés aux ressources naturelles et les conflits fonciers
- Proposer une démarche de soutien assortie d'une typologie de projets et événements à petit échelle pour la promotion de la coexistence pacifique transfrontalière.

Pendant la durée du contrat, des jalons devront être atteints comme indiqué dans le tableau ci-après :

Jalons / étapes du processus / prestations partielles	Date / lieu / responsable
Préparatoire : Réunion de cadrage entre le consultant et le commanditaire devant se tenir à Bamako : pour avoir une compréhension commune de la mission, validé la méthodologie proposée et le chronogramme de la mission	05 mars 2025/Bamako
Phase d'étude : <ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire ; - Conception des outils de collecte de données ; - Formation des enquêteurs sur les outils de collecte de données et préparation des enquêtes ; - Rencontres des acteurs clés à Bamako et dans les 3 régions de l'espace du projet ; - Rencontres régulières de debriefing au cours de l'étude (1^{ère} rencontre de debriefing après la revue 	A définir avec le projet après la contractualisation à Bamako, Sikasso, Bougouni, Koutiala et dans les communes transfrontalières

documentaire et 2 ^{ème} rencontre de débriefing à la suite des enquêtes) ; - Enquêtes (tâches d'enquêteurs) : 9 enquêteurs dont trois (03) par espace transfrontalier pendant 5 jours	
Rapportage : - Traitement et analyse des données collectées ; Elaboration du rapport provisoire ; - Présentation et recueil des observations acteurs régionaux, locaux et communaux sur du rapport provisoire devant se tenir à Sikasso, Bougouni et Koutiala ; - Elaboration du rapport final avec l'intégration des commentaires et suggestions du commanditaire ; Soumission du rapport final en version papier et numérique	16 avril 2024

Durée de la mission : du 03 Mars au 18 Avril 2025.

3. Conception

Le soumissionnaire doit montrer dans son offre *comment* les prestations mentionnées au chapitre 2 (Mission du contractant) peuvent être fournies, le cas échéant en tenant compte d'autres exigences méthodologiques (conception technique et méthodologique). Le soumissionnaire doit en outre décrire de quelle manière sera organisée la gestion du projet pour la fourniture de prestations.

Conception technique et méthodologique

Stratégie (1.1) : le soumissionnaire doit aborder les tâches lui incombant en se plaçant dans le contexte des objectifs des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres (cf. chapitre 1 « Contexte ») (1.1.1). Ensuite, le soumissionnaire présente et justifie la stratégie explicite qu'il entend mettre en œuvre pour fournir les prestations dont il assume la responsabilité (cf. chapitre 2 « Mission du contractant ») (1.1.2).

Le soumissionnaire doit présenter les acteurs importants pour les prestations dont il aura la responsabilité et décrire la **coopération (1.2)** avec ces acteurs.

Le soumissionnaire doit présenter et expliquer l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour **piloter** les mesures avec les partenaires du projet (1.3.1) ainsi que sa contribution au **suivi des résultats** (1.3.2).

Le soumissionnaire doit décrire les **processus** essentiels des prestations dont il aura la responsabilité et établir un **plan d'opérations** ou un planning d'exécution (1.4.1) montrant comment les prestations définies au chapitre 2 (Mission du contractant) seront fournies. Dans ce contexte, il lui est demandé de décrire notamment les étapes de travail nécessaires et de prendre le cas échéant en compte les jalons et les **contributions** d'autres acteurs (prestations de partenaires) conformément au chapitre 2 « Mission du contractant » (1.4.2).

Le soumissionnaire doit décrire au point « **Apprentissage et innovation** » comment il entend contribuer à la gestion des connaissances du partenaire (1.5.1) et de la GIZ et encourager les effets de mise à l'échelle (1.5.2).

Gestion de projet du contractant (1.6)

Le soumissionnaire doit expliquer l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour la coordination de ses activités avec le projet de la GIZ. Il doit notamment indiquer les exigences en matière de gestion de projets figurant au chapitre 2 « Mission du contractant ».

Le soumissionnaire doit établir et expliquer un **planning d'affectation du personnel** pour l'ensemble du personnel spécialisé qu'il prévoit de mettre en place ; ce planning devra illustrer les durées d'intervention (périodes et jours d'expert·e) et les lieux d'intervention des différents membres de l'équipe et les affecter aux étapes mentionnées dans le planning d'exécution.

Le soumissionnaire doit décrire son concept de soutien technique. Le lot standard de soutien technique inclut les prestations ci-dessous, lesquelles doivent être intégrées dans les taux des honoraires du personnel proposé à titre de charges accessoires de personnel, conformément au point 3.3.1 des Conditions générales de la GIZ :

- contrôle des prestations ;
- pilotage en vue de l'adaptation à l'évolution des conditions d'ensemble ;
- garantie de la circulation de l'information entre le contractant et la GIZ ;
- responsabilité du contractant pour ses expert·e·s ;
- gestion de l'exécution du marché axée sur les processus ;
- gestion administrative du projet.

4. Concept de ressources humaines

Le soumissionnaire doit proposer des personnels pour les postes mentionnés ci-après et décrits en termes de tâches et de qualifications et joindre les curriculums vitæ correspondants (cf. chapitre 7).

Les qualifications énumérées ci-après correspondent aux exigences permettant d'atteindre le total maximal de points dans le cadre de l'évaluation technique.

Consultant national, chef de mission : expert en développement local

Tâches :

- Responsabilité globale pour les lots de prestations de conseil fournies par le contractant (qualité et respect des délais)
- Coordination et garantie de la communication avec la GIZ, les partenaires et les autres parties prenantes du projet
- Gestion du personnel, notamment identification des besoins en missions de courte durée dans le cadre du budget disponible, planification et pilotage des interventions et encadrement des expert·e·s locaux·ales en mission de courte durée
- Établissement régulier de rapports dans les délais requis
- Coordonner la participation de l'équipe à la rencontre de cadrage et les réunions de débriefing avec le commanditaire ;
- Proposition de la méthodologie et les outils de collecte des données relatives à l'état des lieux des infrastructures des services sociaux de base (l'état des infrastructures, fonctionnement dans la fourniture des services, mode de gouvernance, fonctionnement des comités de gestion, ...);
- Réalisation de la formation des enquêteurs sur l'administration des outils de collecte ;
- Etablissement de l'analyse des résultats des données collectées relative aux infrastructures ;
- Proposition d'une démarche d'appui opérationnel pour la réhabilitation des infrastructures des services sociaux de base (par exemple la réhabilitation des petites infrastructures municipales, l'amélioration de l'accessibilité physique, l'appui l'amélioration des services publics ou au fonctionnement de comités de gestion...);
- Proposition d'une démarche d'appui opérationnel pour le renforcement des capacités des acteurs des collectivités territoriales et des services déconcentrés de l'État, ainsi que les structures transfrontalières sur les droits et devoirs des citoyens/nes afin d'améliorer la qualité et l'accessibilité non discriminatoire des services et infrastructures sociaux de base.

Qualifications requises pour la direction de l'équipe

- Formation (2.1.1) : diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures / master) en Décentralisation, Développement Local, coopération décentralisée et gestion des territoires, en développement durable ou équivalent
- Langue (2.1.2) : connaissances de niveau B1
- Expérience professionnelle générale (2.1.3) : 15 années d'expérience dans le secteur du développement local et de la décentralisation, avec un accent sur l'exploitation et la gestion des ressources naturelles

- Expérience professionnelle spécifique (2.1.4) : 10 années dans la réalisation d'étude de situation/diagnostic avec des connaissances avérées des acteurs institutionnels et des dynamiques de coopération de la zone.
- Expérience de direction / de management (2.1.5) : 5 années d'expérience de direction comme chef-fe d'équipe dans des projets ou cadre de direction en entreprise
- Expérience régionale (2.1.6) : 5 années d'expérience dans des projets dans la région de Sikasso, dont 2 années dans des projets menés dans le pays

Expert en gestion des conflits dans des contextes fragiles et transfrontalier

Tâches de Expert en gestion des conflits dans des contextes fragiles et transfrontalier

- Proposition de la méthodologie et les outils de collecte des données relatives les données et informations existantes sur les dynamiques endogènes et exogènes sur les mécanismes de prévention et de gestion de conflit (l'état des lieux des conflits latents, cartographie des acteurs en présence, état des lieux des initiatives civiles de gestion des conflits, ...) dans les 03 espaces transfrontaliers ;
- Réalisation de la formation des enquêteurs sur l'administration des outils de collecte ;
- Etablissement de l'analyse des résultats des données collectées relative aux les données et informations existantes sur les dynamiques endogènes et exogènes sur les mécanismes de prévention et de gestion de conflit (l'état des lieux des conflits latents, cartographie des acteurs en présence, état des lieux des initiatives civiles de gestion des conflits, ...) dans les 03 espaces transfrontaliers ;
- Proposition de mécanismes pertinents de prévention et de gestion des conflits et proposer une démarche d'appui opérationnel prenant en compte les mécanismes endogènes de prévention et de gestion des conflits ;
- Proposition d'une démarche de renforcement des capacités des acteurs sur les thèmes transversaux (DH, LNOB, Do No Harm, égalité de genre, migration, ...) dans les zones frontalières à travers divers canaux ;

Qualifications de Expert en gestion des conflits dans des contextes fragiles et transfrontalier

Formation (2.2.1) : Formation universitaire d'au moins le master II ou équivalent,) en Anthropologie, sociologie, prévention/gestion des conflits, planification du développement, financement du développement, ingénierie environnementale ou dans un domaine connexe.

- **Langue (2.2.2) :** connaissances de niveau C1 *Veuillez utiliser les niveaux du cadre européen commun de référence (A1-C2)* en langue
 - Expérience professionnelle générale (2.2.3) : 10 ans d'expérience dans le contexte de la prévention et gestion de conflit, développement dans un contexte de fragilité, avec un accent sur la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de projets, idéalement dans le secteur de la gestion des ressources naturelles

- **Expérience professionnelle spécifique (2.2.4) :** Expérience spécifique dans la réalisation d'étude de situation/diagnostic.
 - Connaissance avérée des acteurs institutionnels sur les dynamiques de prévention, gestion des conflits ;
 - Forte capacité de conception des outils de collecte de données ;
 - Forte capacité de conduire des travaux de collecte de données ;
 - Esprit analytique et de critique ;
 - Excellentes capacités de rédaction ;
 - Capacité de travailler en équipe, d'accompagner et de dialoguer avec les acteurs ;

Expert en coopération transfrontalière, mise en œuvre des mécanismes et procédure de gestion transfrontalière pacifique des conflits.

Tâches d'expert en coopération transfrontalière, mise en œuvre des mécanismes et procédure de gestion transfrontalière pacifique des conflits.

- Proposition de la méthodologie et les outils de collecte des données relatives les données et informations existantes sur les dynamiques endogènes et exogènes les mécanismes et cadre de concertation transfrontalières de prévention et gestion pacifique des conflits potentiellement violents, en particulier les conflits liés à la gestion des ressources naturelles et les conflits fonciers ;
- Proposition d'une démarche de renforcement des capacités des acteurs sur les thèmes transversaux (DH, LNOB, Do No Harm, égalité de genre, migration, ...) dans les zones frontalières à travers divers canaux ;
- Proposer une démarche de mise en place ou d'appui aux mécanismes ou cadres de concertation transfrontalières de gestion pacifiques des conflits potentiellement violents, en particulier les conflits liés aux ressources naturelles et les conflits fonciers
- Proposer une démarche de soutien assortie d'une typologie de projets et événements à petit échelle pour la promotion de la coexistence pacifique transfrontalière.

Qualifications de Expert en coopération transfrontalière, mise en œuvre des mécanismes et procédure de gestion transfrontalière pacifique des conflits

Formation (2.2.1) : Formation universitaire d'au moins master II ou équivalent en coopération transfrontalière et gestion des territoires, en Développement local, ou équivalent.

- Langue (2.2.2) : connaissances de niveau C1 *Veuillez utiliser les niveaux du cadre européen commun de référence (A1-C2)* en langue
 - Expérience professionnelle générale (2.2.3) : 10 ans d'expérience sur les questions coopérations transfrontalières, mise en œuvre des mécanismes de

prévention, gestion pacifique des conflits à caractère transfrontalier, la gestion et l'exploitation des ressources naturelles transfrontalières ;

- Parfaite maîtrise du cadre et des schémas de développement local ;
- Avoir une bonne connaissance et des expériences pratiques avérées dans la planification du développement local ;

Bonne connaissance de la coopération et des dynamiques inter collectivité et transfrontalière

- **Expérience professionnelle spécifique (2.2.4) :** Expérience spécifique dans la réalisation d'étude de situation/diagnostic.
- Connaissance avérée des acteurs, des mécanismes/des cadre de coopération transfrontalière et des dynamiques de coopération de la zone de l'étude ;
- Esprit analytique et de critique ;
- Forte capacité de conception des outils de collecte de données ;
- Forte capacité de conduire des travaux de collecte de données ;
- Excellentes capacités de rédaction ;
- Capacité de travailler en équipe, de gérer et d'accompagner des acteurs et de dialoguer ;
- Une bonne connaissance de l'outil informatique

Compétences relationnelles des membres de l'équipe

Outre leurs qualifications techniques, les membres de l'équipe doivent aussi posséder les qualités suivantes :

- capacité à travailler en équipe ;
- sens de l'initiative ;
- aptitude à communiquer ;
- compétences socioculturelles ;
- démarche orientée vers les partenaires et les clients et efficacité dans l'action ;
- esprit interdisciplinaire.

Pool d'expert·e·s en mission de courte durée, composé d'au moins 09 enquêteurs

On calcule pour l'évaluation de la partie technique une moyenne des qualifications de tou·te·s les expert·e·s du pool indiqué·e·s. En vue de l'évaluation, veuillez envoyer pour chaque membre du pool un CV (cf. chapitre 7 « Consignes relatives au format de l'offre »).

Tâches relevant du pool enquêteur en mission de courte durée

- participer à la formation des enquêteurs;
- procéder à la collecte des données sur les espaces transfrontaliers;

Qualifications requises pour le pool enquêteurs en mission de courte durée

- Formation (2.6.1) : titulaires d'un diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures / licence) en sociologie, développement communautaire

- Langue (2.6.2) : enquêteurs ayant des connaissances de niveau C1 *Veuillez utiliser les niveaux du cadre européen commun de référence (A1-C2) en langue*
- Expérience professionnelle générale (2.6.3) : enquêteurs ayant chacun·e 5 à 6 années d'expérience dans le secteur de la collecte des données,

Le soumissionnaire doit affecter les enquêteurs en mission de courte durée objet de l'offre aux différentes tâches en fonction de leurs qualifications et présenter ces informations de façon claire.

5. Consignes de calcul

Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement

Les frais de subsistance et d'hébergement seront remboursés sous forme d'indemnités journalières et d'hébergement forfaitaires selon le tableau des taux par pays figurant dans la circulaire du ministère fédéral allemand des Finances (BMF) relative au remboursement des frais de mission et de déplacement (à consulter à l'adresse <https://www.bundesfinanzministerium.de>), à concurrence des plafonds fixés par l'administration fiscale pour le pays considéré.

Les frais correspondants à un dépassement raisonnable du plafond de l'indemnité d'hébergement, aux billets d'avion et aux autres frais de transport principal pourront être facturés sur présentation de justificatifs.

Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet.

Aspects de durabilité en matière de voyages

La GIZ souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO₂) provoquées par les voyages. Lors de l'élaboration de votre offre, veuillez tenir compte des possibilités de parvenir à cette réduction, p. ex. en choisissant la classe de réservation causant le moins d'émissions (classe économique) ou en optant pour les moyens de transport, les compagnies aériennes et les itinéraires présentant la meilleure efficacité en termes de CO₂. Pour les trajets courts, il convient de privilégier le train (2^e classe) ou l'e-mobilité.

Dans la mesure où il n'est pas possible de les éviter, les émissions de CO₂ causées par les voyages en avion doivent être compensées. À cet égard, la GIZ prescrit un budget via lequel les coûts de la compensation des émissions de CO₂ peuvent faire l'objet d'un décompte établi sur la base de justificatifs.

Le marché des certificats d'émissions de CO₂ rassemble une multitude de prestataires qui proposent différents critères d'impact sur le climat. La [fondation Alliance pour le développement et le climat \(en anglais\)](#) a publié une [liste de normes \(en allemand\)](#) dont la GIZ recommande l'application.

Cadre estimatif détaillé

Jours d'honoraires	Nombre d'expert·e·s	Nombre de jours par expert·e	Total	Observations
Consultant national, chef de mission : expert en développement local	01	36	36	
Désignations : Expert en gestion des conflits dans des contextes fragiles et transfrontalier	01	36	36	
Désignations : Expert en coopération transfrontalière, mise en œuvre des mécanismes et procédure de gestion transfrontalière pacifique des conflits	01	36	36	
Pool d'expert·e·s en mission de courte durée, composé d'au moins 09 enquêteurs	09	5	45	<u>(9 Personnes) 5 Jours de terrain/personnes</u>
Frais de voyage et de déplacement	Quantité	Nombre de jours par expert·e	Total	Observations
Indemnités journalières pour le pays d'intervention	03	15	45	Planifier pour les trois experts

Indemnités d'hébergement pour le pays d'intervention	03	17	51	Planifier pour les trois experts
Transport	Quantité	Nombre de jours par expert·e	Total	Observations
Frais de déplacement (train, voiture particulière) <ul style="list-style-type: none"> Véhicule de location 	03	17	51	Location de voiture 03 véhicules pour 17 jours (un véhicule par expert)

6. Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs

La GIZ prend en charge les couts pour des ateliers de travail (trois ateliers de restitution et de validation des résultats) (restauration, perdiem des participants...) selon les règles GIZ.

7. Consignes relatives au format de l'offre

La structure de l'offre du soumissionnaire doit correspondre à celle des TdR. Notamment le plan détaillé de la conception (chapitre 3) doit correspondre à la structure des critères pondérés (et non dotés d'un facteur de pondération 0) du schéma d'évaluation. L'offre doit être facile à lire (police de taille 11 ou supérieure) et être rédigée de manière intelligible. Elle est à établir en langue française.

L'offre dans son ensemble ne doit pas excéder 10 pages (CV non inclus). Si le nombre maximum de pages prescrit est dépassé, le contenu des pages en surnombre ne sera pas pris en compte dans l'évaluation. Les contenus externes (tels que les liens conduisant à des pages web) ne seront pas non plus pris en compte.

Les CV des personnes proposées conformément au chapitre 4 des TdR sont à présenter au format précisé dans les conditions de candidature (ou format similaire). Chaque CV ne doit pas dépasser 4 pages. Tout CV doit indiquer, pour chaque projet mentionné, le poste que la personne proposée a occupé, les fonctions qu'elle a exercées et la durée de son engagement. Les CV peuvent aussi être rédigés en langue française.

Veuillez calculer précisément votre offre de prix sur la base des paramètres indiqués au point 5 « Consignes de calcul ». Le contrat qui sera conclu n'ouvre pas droit à l'utilisation de l'ensemble des journées, voyages, ateliers ou budgets. Le nombre de journées, voyages, ateliers et le montant des budgets sont convenus à titre de plafonds. Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.

8. Traitement en sous-traitance de données à caractère personnel

Les dispositions relatives à la protection des données et à la sécurité de l'information figurant dans la version en vigueur des Conditions générales (point 1.10 « Protection des données ») s'appliquent.

Si, dans le cadre de l'exécution du contrat, le contractant est amené à traiter des données à caractère personnel, il faut impérativement intégrer ici des modules de texte correspondants afin d'assurer que les prescriptions légales seront respectées.

Si la prestation est également un traitement en sous-traitance, il faut également remplir et joindre l'annexe correspondante.

Il est conseillé d'avoir recours à un conseil juridique en matière de protection des données et de sécurité de l'information. Pour les projets, ce service est assuré par le centre d'assistance pour les données du pôle d'expertise. Pour les prestataires de services internes et les autres unités organisationnelles financées sur une unité de gestion, ce service est assuré par la section Gestion de la protection des données. Dans ces deux cas, il est possible de faire une demande d'information sur le portail de protection des données de la GIZ.

En outre, la page IDA Datenschutz in der Projektumsetzung (Protection des données dans la mise en œuvre des projets) propose des informations complémentaires et les modules de texte à utiliser.

Attention : l'UO demandeuse est responsable de l'exhaustivité et de l'exactitude des modules de texte utilisés et, le cas échéant, de l'annexe relative au traitement en sous-traitance. Ce point n'est pas vérifié par la division Achats et contrats.

9. Annexes

Option (mentionner les documents importants pour l'appel d'offres et les téléverser sur le portail Achats si nécessaire) :

- p. ex. Règles minimales pour une gestion durable des événements à la GIZ
-
-